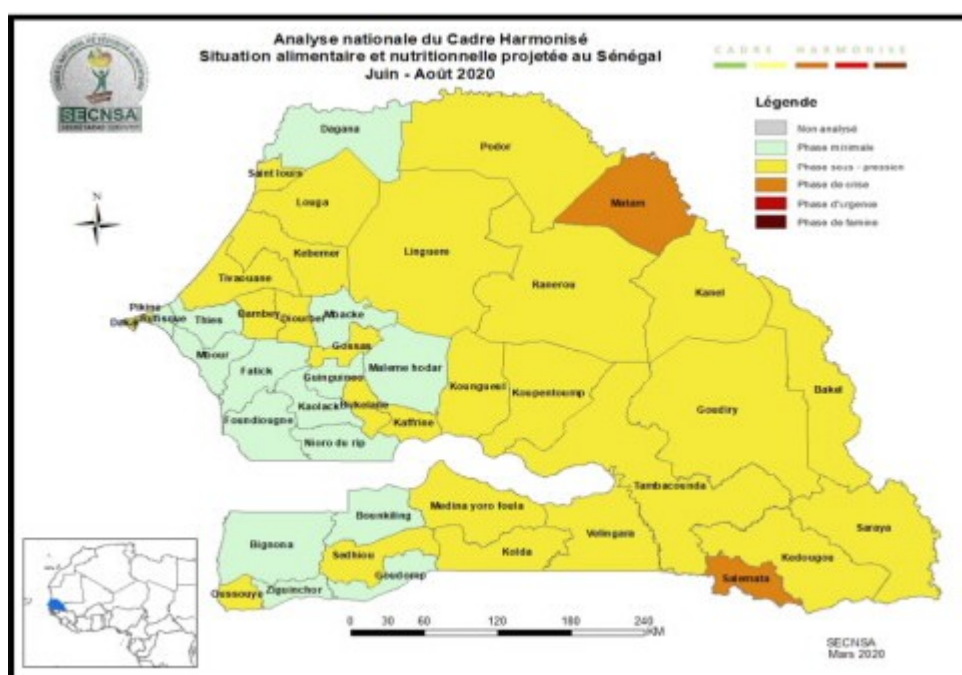
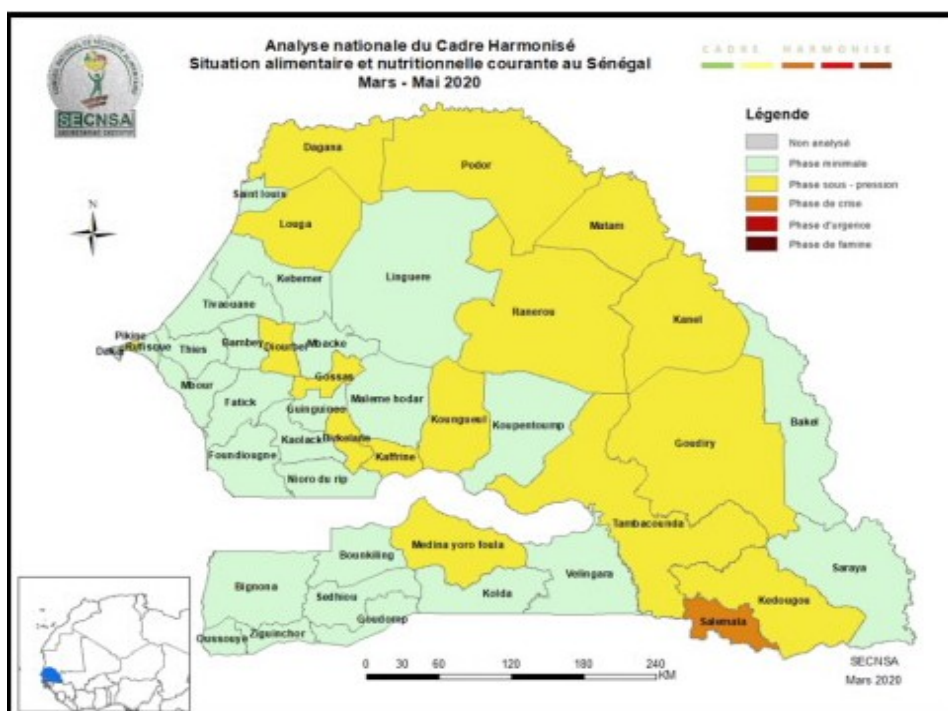


Effet du COVID19 sur la sécurité alimentaire au Sénégal

Le secteur informel génère d'après l'Agence nationale de statistique et de démographie 96,4 % des emplois. S'il est bien difficile d'apprécier les impacts de la pandémie sur le plan économique, social, etc. il est certain qu'ils pèseront lourds.

- Une situation alimentaire et nutritionnelle hétérogène dans le pays appelée à se dégrader d'ici juillet-août



Si actuellement, un seul département est considéré au Sénégal en crise et dix-sept sous pression, le conseil national de sécurité alimentaire projette une situation dégradée d'ici juin qui concernerait dix départements supplémentaires, avec une période de soudure précoce et assez difficile pour les populations.

- **La situation des approvisionnements et des stocks (céréales et autres produits de base)**

D'après le MAER, les denrées de premières nécessités (riz, mil, maïs, oignon, pomme de terre...) pourront être assurées pour en moyenne une durée minimale de stock de 4 mois. Il est à craindre cependant le risque de perte majeur des produits matures, en raison des difficultés à circuler, bien que les denrées alimentaires ne sont pas concernées par les restrictions (cf. couvre-feu et transports inter-villes limités), à commercer (cf. fermeture des marchés, foyers en difficulté financière) et à stocker (cf. capacité bien inférieure aux besoins immédiats). Actuellement, les stocks en souffrance sont estimés par l'Agence de régulation des marchés (ARM) à 100 000 T pour les oignons, 50 000 T pour la pomme de terre, tandis que l'interprofession avicole du Sénégal (IPAS) évalue à 1 million le nombre de poulets prêts à la consommation dans les exploitations. Les stocks de sucre, d'oignon et de pomme de terre seraient équivalents à 6 mois, le riz à 2/3 mois (mais les cargaisons sont toujours en cours avec des bateaux au large de Dakar qui attendent d'être déchargés) et 100 000 tonnes de blé équivalent à 2 mois de stocks.

Le confinement en Inde a inquiété les autorités sénégalaises pour la livraison de riz, mais le redémarrage des activités a lieu depuis une semaine.

La fermeture des restaurants et l'interdiction des rassemblements ont entraîné une difficulté d'écoulement sur l'oignon, la pomme de terre, le poulet et les œufs. Les agriculteurs n'ont donc pas renouvelé leurs stocks, ce qui inquiète le ministère du commerce à l'approche du ramadan (dans 4 jours). La crainte étant qu'il n'y ait pas assez de quantité sur ces produits à la Korité (fête de fin du ramadan). Le Ministère de l'agriculture manifeste de vives inquiétudes pour la prochaine campagne d'hivernage et sollicite l'appui des partenaires techniques et financiers à hauteur de 39 Mds FCFA pour contribuer à l'achat des intrants et d'équipements/matériels agricoles. Les agriculteurs n'ayant pas vendu leurs oignons de la contre saison chaude manquent de trésorerie pour préparer la campagne de riz.

- **Les prix de l'alimentation**

Selon les industriels locaux, les compagnies aériennes et maritimes auraient augmenté leurs tarifs, rendant difficile le transport de leurs marchandises et des matières premières. Ces dernières auraient également été augmentées. Ce qui constitue une perte de marge car au vu du contexte, il est difficile de répercuter ces hausses sur les consommateurs.

La direction du commerce intérieur indique une stabilité sur les denrées de base (riz, huile, sucre, lait en poudre, farine, gaz butane). Aucune variation de prix n'a été mise en place.

- **Les mesures prises par les autorités pour traiter le volet alimentation de la crise (aide alimentaire au plus démunie, appel à l'aide internationale...) et leurs mises en œuvre pratique...**

Dans ce contexte de crise, les enjeux sont les suivants :

- une surveillance stricte du marché par les autorités compétentes pour éviter toute spéculation sur les prix des différentes denrées. Le Programme Alimentaire Mondiale

(PAM) serait dans la dynamique de faire des propositions de mesures pour surveiller les marchés et d'aider les personnes en situation de vulnérabilité ;

- les capacités de stockage et de conservation doivent être renforcées pour permettre aux produits périssables d'être conservés. Dans un premier temps, le marché d'intérêt national (MIN) à Diamniadio (137 magasins de 75 à 150 m²) et de l'Agropole de PAL qui disposent d'importantes capacités en chambres froides peuvent être mobilisées ;
- Réduction des pertes après récolte et augmentation ainsi les rendements. Le projet DELTA en cours de démarrage pourrait accompagner l'ARM dans le projet de création de plateformes de commercialisation des produits agricoles en milieu rural. Il s'agit de complexes commerciaux abritant des activités économiques spécialisées en agroalimentaire. Elles permettent d'organiser la collecte, le groupage, la sélection, le calibrage, le conditionnement et l'emballage des produits agricoles/horticoles et de la forêt, en vue d'augmenter leur valeur ajoutée et de prendre en charge leur commercialisation. Enfin, les plateformes favorisent l'augmentation des échanges des produits ruraux tout en augmentant leur valeur ajoutée.
- Les autorités sénégalaises doivent continuer à garantir les possibilités d'approvisionnements en engrais et en semences de qualité adaptée aux perturbations de la pluviométrie. La disponibilité de matériel et d'équipements (tracteurs, outils de travail du sol, moissonneuse batteuse,...) pour la production agricole devra être assurée autant que possible.

Les mesures mises en œuvre :

Le Plan d'urgence sécurité alimentaire prenant en compte les effets du Covid-19 considère plus de 4 millions de personnes en crise alimentaire. Il englobe de façon consensuelle les interventions multidimensionnelles menées dans le pays par l'État et ses partenaires au titre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Elle se décline en trois (3) volets :

- assistance alimentaire à hauteur de 41 Mds FCFA (environ 60 M€) basée sur la distribution de bons alimentaires et d'espèces (cash transfert) pour une la valeur mensuelle évaluée à 5 000 FCFA par personne ;
- assistance nutritionnelle auprès de 47 000 enfants de moins de 5 ans pour un montant de 4,2 Mds FCFA (environ 6,3 M€);
- assistance au cheptel pour un noyau sensible s'élevant à près de 440 000 unités de bétail tropical pour un montant de 5 Mds FCFA (environ 7,5 M€).

Dans le cadre du premier volet, mais en complément du budget prévu, le chef de l'Etat Macky Sall a réceptionné, le samedi 11 avril 2020, 146 000 tonnes de vivres au Port autonome de Dakar avant de lancer des opérations de distribution de l'aide alimentaire d'urgence aux populations. Cette opération marquait également le début de la mise en œuvre du programme d'aide alimentaire d'urgence doté d'une enveloppe de 69 Mds de FCFA (environ 115 MEUR), tirée du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets du coronavirus (FORCE-COVID-19).

Les vivres pour l'aide alimentaire d'urgence sont composés de 5 000 tonnes de riz, 500 tonnes de sucre, 10 000 L d'huile, 1 000 tonnes de pâtes alimentaires et du savon. Elles sont destinées à 1 000 000 de ménages (588 045 ménages en situation de vulnérabilité

régulièrement enregistrés et consolidés dans le Registre national unique et les 411 955 ménages qui n'ont pas de revenus fixes réguliers), soit 8 000 000 de Sénégalais ayant subi directement les effets socio-économiques négatifs du Covid-19.

Le ministère du commerce a créé une alliance avec les acteurs du marché afin d'anticiper les éventuelles difficultés et assurer un approvisionnement correct et régulier du marché.